

ALAIN LIPIETZ

L'AUSTERITE A MANGE SON PAIN BLANC

Mais si, une relance est prévue avant les élections. Vous ne vous souvenez pas? La réduction des impôts, votée l'an dernier. Vous n'en avez pas vu la couleur? Justement. Si vous avez la chance d'en payer (des impôts), cette réduction prendra effet entièrement sur le dernier tiers provisionnel. Les millions de contribuables redécouvriront alors, cet été, qu'ils peuvent dépenser vingt milliards de plus que prévu. Et peut-être même leur remboursera-t-on l'emprunt forcé de mars 83. Ça peut mettre du baume au coeur des électeurs (surtout si l'emprunt est remboursé en janvier). Mais aussi ça relancera un petit peu les affaires, donc ça créera quelques emplois.

Combien ? Nous revoilà à l'obsédante question du septennat. La stratégie de la gauche, en 81, c'était "la relance par la consommation populaire". Plus à dépenser, ça fait plus d'emplois: la tartine beurrée des deux côtés. Manque de chance: les consommateurs se ruèrent sur les produits importés. On connaît la suite.

Le choix fut alors celui de l'austérité". Résultat inévitable: un demi-million de chômeurs en plus, l'abandon des ambitions de la gauche. Mais il est vrai aussi que les importations ont ralenti que le déficit commercial est revenu à 20 milliards par an, un déficit tout juste couvert par nos "rentrées invisibles" (tourisme, etc). La France a cessé de s'endetter, même si elle n'a pas commencé à rembourser. Relancer, même un peu, n'est-ce pas briser cet acquis?

Eh bien soyons clairs: de toute façon, l'austérité, comme arme dans la guerre commerciale, ne suffit plus. Elle a mangé son pain blanc. Car les succès commerciaux de ces derniers deux ans étaient surtout fondés sur la

dévaluation de mars 83 (qui avait rétabli la compétitivité de nos produits) et sur la relance américaine. Or celle-ci a fléchi depuis l'été dernier et, l'inflation aidant, nos produits ont reperdu, depuis un an, leur compétitivité. Le déficit commercial recommence son escalade. La question est à nouveau posée: il faut dissuader les clients de France d'acheter étranger, inciter les autres à acheter des produits de France. Et le seul moyen à court terme c'est de modifier les prix relatifs. Par une bonne dévaluation.

Malheureusement, le gouvernement de gauche à peur du coût politique de la dévaluation. D'autant qu'actuellement, à cause du bas niveau du mark, le franc "monte" spontanément. Une dévaluation "négociée" dans le cadre du SME serait aujourd'hui une petite dévaluation: avec le risque de devoir en refaire une cinquième, dans six mois, en cas de tempête monétaire. Le gouvernement se résigne donc à ne plus dévaluer avant les élections, avec la certitude de voir s'envoler les vingt milliards de sa mini-relance, se creuser le déficit... et la terreur de devoir se payer une grosse dévaluation en catastrophe en cas de crise.

Alors, puisque le choix de mars 83 se révèle aujourd'hui une impasse, pourquoi ne pas revenir carrément sur ce choix? Sortie du SME, relance, réduction du temps de travail, élargissement massif de l'économie sociale: autant de pistes qui ne créeraient certes pas en un an un million d'emplois mais amorceraient la décrue du chômage, et permettraient d'affronter les élections "programme contre programme". Il est bien tard? Il n'est jamais trop tard...